

**Libye - Déclaration conjointe de la
France, du Royaume-Uni et des
États-Unis d'Amérique**
(Paris, 19 août 2017)

Les gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique saluent l'annonce le 17 août par l'armée nationale libyenne (ANL) du lancement d'une enquête sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires à Benghazi. Nous notons que l'ANL a reconnu le mandat d'arrêt délivré par le procureur de la Cour pénale internationale à l'encontre d'un membre de l'ANL, le commandant al-Werfalli, et nous jugeons positive la décision de l'ANL de suspendre le commandant al-Werfalli pendant la durée de l'enquête. Nous appelons l'ANL à veiller à ce que l'enquête soit conduite de manière complète et équitable et à ce que les coupables d'exécutions extrajudiciaires rendent des comptes.

Nous suivons attentivement les activités militaires actuelles en Libye. Les individus issus de toutes les parties soupçonnés d'avoir commis, ordonné ou de n'avoir pas empêché des exécutions extrajudiciaires ou des actes de torture doivent faire l'objet d'une enquête approfondie et répondre de leurs actes en tant que de besoin. Nous poursuivrons nos efforts au niveau international pour prendre des mesures appropriées contre les complices de violations du droit international des droits de l'Homme ou du droit international humanitaire, quelle que soit leur appartenance. Nous considérons qu'il est dans l'intérêt de la Libye de pouvoir compter sur des forces de sécurité unifiées responsables de la sécurité du pays et agissant dans le cadre de la législation libyenne et dans le respect du droit international.

Les gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique réaffirment également leur soutien au gouvernement d'entente nationale. Nous soulignons l'importance du rôle central des Nations unies pour faciliter le dialogue politique mené par les Libyens ; nous accueillons avec satisfaction la nomination du nouveau représentant spécial du secrétaire général, Ghassan Salamé, et nous attendons avec intérêt de soutenir son action en vue de faciliter une solution politique en Libye./.